



Une table ronde prospective, organisée par Solagro sous forme de fiction documentée projetée en 2050, a réuni agriculteurs, porteurs de projets et expert de politique agricole autour d'un constat : la méthanisation n'a pas transformé l'agriculture, c'est l'agriculture qui a transformé la méthanisation.

MÉTHANISATION

Quand le **digesteur** devient levier de **transition**

Imaginez... Nous sommes le 8 avril 2050. La France vient d'atteindre officiellement la neutralité climatique. Les énergies fossiles ont cessé d'alimenter le réseau de gaz. Et sur les 10 000 méthaniseurs agricoles qui maillent désormais le territoire, aucun ne ressemble tout à fait à son voisin.

C'est le point de départ d'une projection immersive et fictive organisée par Solagro Afterres 2050, qui a publié au printemps sa brochure sur le thème de la méthanisation¹, défendant un modèle agroécologique de la filière. "Le but est de transformer l'agriculture française pour répondre aux grands enjeux du monde agricole que sont le revenu des agriculteurs,

l'adaptation au changement climatique et la biodiversité en général", explique Christian Couturier, directeur de Solagro.

Une prospective nationale

Si les motivations initiales divergent, toutes convergent vers la même logique : la méthanisation est une réponse à un problème agronomique ou économique pré-existant, pas comme fin en soi. Lina Alghazi gère, avec deux associés, la Ferme des Robins, 160 hectares dans l'Indre en polyculture-élevage biologique. Rotation de huit ans, troupeau charolais et laitier, prairies permanentes

conservées... Elle participe à une méthanisation collective, portée par 12 fermes dans un rayon de 10 km. Le méthaniseur est alimenté pour un tiers par des effluents d'élevage, un quart par des cultures intermédiaires, le reste par des herbes ou de la luzerne selon les disponibilités. Le but ? Valoriser les surplus fourragers, sécuriser l'azote et piloter la fertilisation.

Chez eux, c'est la conversion au bio qui a tout déclenché. En cherchant à sécuriser l'alimentation des troupeaux par des stocks fourragers excédentaires, Lina et ses associés se sont retrouvés avec des volumes qu'ils ne savaient pas valoriser autrement. "La méthanisation permet

de sécuriser notre système grâce à la diversité des cultures", explique Lina. Elle permet aujourd'hui d'absorber les surplus d'herbe les bonnes années, de lisser les aléas climatiques et de recycler l'azote sous forme de digestat directement disponible pour les cultures.

Dans le Loiret, Justin Barthinot exploite environ 1 000 ha avec trois autres fermes. Deux des quatre exploitations sont en bio dès le début du projet, les deux autres y sont passées sous la pression réglementaire d'une zone de captage d'eau potable. La luzerne occupe 20% des surfaces : "C'est elle qui nourrit le méthaniseur, plus précisément sa première coupe, la plus chargée en

adventices, qui n'aurait pas trouvé preneur ailleurs." La technologie retenue est originale : voie solide continue, fonctionnement thermophile à plus de 50°C, production volontairement renforcée en digestat solide pour limiter le lessivage d'azote vers les captages.

La qualité de l'eau comme priorité

Chez Justin Barthinot, la qualité de l'eau est le point de départ de la démarche. La zone de captage a forcé le passage au bio, introduit la luzerne dans les rotations, supprimé les engrais de synthèse. Mais cette luzerne abondante n'avait pas de débouché. "La méthanisation est

Avec 800 sites raccordés et 16 TWh de capacité annuelle, la production de biométhane française répond à des enjeux clés : décarbonation, souveraineté énergétique et transition agricole. Pourtant, des retards administratifs freinent son essor, des retards dénoncés par un collectif d'acteurs début juin.

BIOMÉTHANE

Un milliard d'euros d'investissements **en attente**

Avec plus de 800 installations de production de biométhane raccordées aux réseaux gaziers, près de 16 TWh de capacités annuelles d'injection, et autant de sites produisant du biogaz pour la cogénération, la filière des gaz renouvelables française est aujourd'hui pleinement lancée.

Son développement répond à plusieurs priorités stratégiques : la décarbonation du système énergétique, le renforcement de la souveraineté énergétique nationale, mais aussi l'accompagnement des transitions agricoles, de la dépendance de la France aux engrais minéraux azotés importés.

Niveau historiquement bas

Ce dernier point est d'ailleurs monté en puissance avec la guerre en Ukraine et celle au Moyen-Orient qui laissent planer de grandes incertitudes pour les prochains achats d'engrais d'automne. D'après l'Unifa, environ 9,96 millions

de tonnes d'engrais minéraux ont été livrées en France pour la campagne 2025-2026, un niveau historiquement bas, reflétant une baisse structurelle de 38% sur 30 ans. Si le président américain assurait lundi, en posant le pied à Évier pour assister au sommet du G7, que le détroit d'Ormuz serait "complètement ouvert" ce vendredi (19 juin, ndlr), les mots ne font pas fonctionner des infrastructures détruites d'un claquement de doigts. Or, cette crise logistique et énergétique menace directement les rendements agricoles et la souveraineté alimentaire. L'urgence impose une transition vers des alternatives naturelles et une réduction de la dépendance structurelle aux importations d'engrais azotés. Dans ce contexte, la valorisation des effluents reprend tout son sens. Et pourtant...

Des signaux contradictoires

"Alors même que l'urgence de produire davantage de biométhane se

renforce et que l'État appelle à la décarbonation du système gazier, les signaux adressés à la filière sont contradictoires", note un collectif regroupant notamment La Coopération Agricole, le réseau FNSEA, l'Association des agriculteurs méthaniseurs de France, France Gaz ou encore le Syndicat des énergies renouvelables dans un communiqué le 5 juin. Ce collectif appelle l'État à adresser "rapidement un signal politique clair et concret" sur l'avenir de la méthanisation, pointant "l'absence persistante de visibilité sur les conditions de développement de la filière, et en particulier sur la trajectoire de l'obligation des Certificats de production de biogaz (CPB) après 2028, [qui] compromet cette dynamique".

À l'heure actuelle, "plus d'un milliard d'euros d'investissements sont aujourd'hui en attente, alors que de nombreux projets sont matures et prêts à être déployés dans les terri-

toires. Le dispositif des CPB repose pourtant sur un mécanisme extra budgétaire, sans impact sur les finances publiques" rappelle le collectif.

Report sine die

Ce communiqué est lié au fait qu'après près de deux années d'attente, un Groupe national d'échanges biogaz devait se tenir le 12 juin sous l'égide des ministères de l'énergie et de l'agriculture, afin d'avancer concrètement sur la définition de la trajectoire post-2028. Or, la réunion a été reportée sine die. "Nous ne pouvons plus attendre. Les porteurs de projets ont besoin de visibilité dès maintenant, qu'il s'agisse de sécuriser le développement de nouveaux sites ou d'accompagner l'évolution des installations existantes, notamment les unités de cogénération arrivant en fin de contrat tant en matière de conversion vers l'injection que de solutions pérennes aux plus

petites installations. Chaque mois perdu retarde des investissements, des emplois et des volumes de gaz renouvelable indispensables à l'atteinte des objectifs climatiques et énergétiques de la France", tempête le collectif.

La filière française déplore des retards persistants dans son développement au regard de la dynamique de certains États membres, qui ont des filières bien développées, soutenues par des tarifs d'achat préférentiels ou des subventions, comme l'Allemagne (plus de 9 600 unités de méthanisation en fonctionnement) et l'Italie (plus de 1 600 méthaniseurs). Pourtant, l'Union européenne a fixé des objectifs ambitieux (30% d'énergies renouvelables dans la consommation brute d'énergie d'ici 2030), et la méthanisation est considérée comme un levier clé pour la transition énergétique et l'économie circulaire. ■

CZ d'après documents



Dans les années à venir, les méthaniseurs pourraient gagner de plus en plus de place dans le milieu agricole et transformer en profondeur les logiques de production et de souveraineté.

GRDF Paca



À l'heure actuelle, la France compte plus de 800 installations de production de biométhane raccordées aux réseaux gaziers, pour une capacité annuelle d'injection de 16 TWh.

GRDF Paca